

# QUE PENSENT LES CHEMINOTS ?

N° 488 — Jeudi 6 FEVRIER 1958

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » HEBDOMADAIRE : 30 francs.

Nous rappelons que tous

# LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION :  
5, Rue de Charonne, PARIS (XI<sup>e</sup>). Tél.: RQ. 69-52

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F  
Etranger: 1 an: 1.500 F  
C.C.P. Société de Presse, Édition et Librairie 6032-01 Paris

nos lecteurs sont invités à participer à l'enquête ouverte par « LA VÉRITÉ » à partir du n° 480 et qui vise à définir, par une libre confrontation des points de vue, les mots d'ordre et les moyens d'action aptes à permettre aux travailleurs de défendre efficacement leurs conditions d'existence plus que jamais menacées par la hausse foudroyante des prix (Voir en page 4).

## EN FINIR AVEC LA GUERRE D'ALGERIE !

## DEVANT L'OBSTACLE...

**Q**UATRE morts et quinze blessés, quinze morts, cinq morts, dix morts... Violent accrochage, meurtrière embuscade... Chaque jour, la presse égrène la sanglante et monotone litanie de la guerre d'Algérie. Ainsi commence la quatrième année de cette guerre menée tout aussi bien contre les intérêts des travailleurs français que contre la légitime volonté d'indépendance du peuple algérien.

On disait pourtant, il n'y a guère que quelques semaines, que la guerre s'éteignait d'elle-même. Las, le peuple algérien allait renoncer à la lutte, la « pacification » avait réussi et, demain, d'habiles hommes politiques trouveraient la miraculeuse solution qui mettrait définitivement fin aux combats.

Mais la guerre se poursuit, elle grandit en intensité chaque jour. Le peuple algérien se refuse à mettre bas les armes. Et, chaque jour, des jeunes Français tombent, pour que les bénéficiaires du Sénateur Borgeaud s'arrondissent, pour que Tixier-Vignancourt puisse continuer à sévir à la Chambre, parce que Guy Mollet a eu, le 6 février 1956, peur des tomates des ultras et que Thorez lui a voté des pouvoirs spéciaux dont Lacoste a fait et fait encore si bon usage.

Les hommes politiques de la bourgeoisie savent tous, y compris ceux qui crient le plus fort contre les « défaitistes », que la défaite est au bout de la route, mais ils craignent tous que le « dernier quart d'heure » de la guerre d'Algérie ne soit aussi le dernier quart d'heure de leur règne, et aucun n'ose encore mettre en avant la nécessité de négocier, de reconnaître au peuple algérien son droit à disposer de lui-même...

C'est pourtant la seule solution qui puisse mettre fin à cette guerre criminelle. Il faut négocier, permettre au peuple algérien de désigner les représentants de son choix, de décider de son sort.

Un cessez-le-feu, la convocation d'une Conférence de la Table Ronde regroupant des représentants de tous les courants politiques et religieux, de tous les groupes ethniques d'Algérie, l'organisation d'élections libres sous le contrôle d'instances internationales pourraient être la voie vers la paix.

Toutes les conditions existent pour cette solution. Si un fort courant d'opinion, sachant se mobiliser dans l'action, luttait pour elle, aucun gouvernement ne pourrait résister. Ce qui permet aux ultras de poursuivre leur guerre, c'est essentiellement la paralysie du mouvement ouvrier, c'est la politique suivie par ses directions traditionnelles.

Ce refus de mener une action décisive contre la guerre d'Algérie au moment où cette action ne pouvait être que victorieuse a finalement abouti à compromettre dans une certaine mesure les conditions mêmes de toute action d'envergure. De larges couches de la population sont pénétrées d'un sentiment d'impuissance.

Il faut remonter le courant ! Il est clair maintenant qu'aucun miracle ne fera que la guerre prenne fin d'elle-même. Il est non moins clair que les couches dominantes françaises sont à bout de souffle, à court d'expédients. Elles ne gouvernent qu'en s'aidant de la volonté de ne rien faire de ceux qui prétendent représenter la classe ouvrière.

Comme pour les revendications, il est nécessaire, pour lutter contre la guerre d'Algérie, de briser le mur dressé par les partis « ouvriers ». Là aussi, la clé de la situation est la capacité des travailleurs à s'organiser par eux-mêmes, à prendre dans leurs mains leur propre sort.

S'ils y parviennent, nul doute que leur volonté ne soit irrésistible.

Les élections du 2 janvier avaient clairement manifesté la volonté du Corps électoral : la paix en Algérie par la négociation. Cette volonté a été bafouée. Par la violence, par leurs manifestations et par le fonctionnement même du système parlementaire, les « ultras » ont engagé le pays dans une guerre dont il ne voulait pas.

Par leurs manifestations, par leurs luttes, les travailleurs pourront demain imposer la fin de cette guerre, comme ils pourront imposer la satisfaction de leurs légitimes revendications.

« LA VÉRITÉ. »

## L'échec de la « pacification »

**L**ES débauches de foie gras et d'huitres que firent certains Français d'Algérie pour le réveillon, étaient considérées comme la preuve de la paix retrouvée. Il s'agissait bien, cette fois, du dernier quart d'heure. Les maquis étaient anéantis, la frontière tunisienne bloquée, les populations se ralliaient. Il suffisait maintenant d'octroyer libéralement une solution politique...

Il a fallu bien vite déchanter. L'ampleur, la répétition, l'importance des combats qui sévissent sur l'ensemble du territoire algérien, ont vite fait de transformer l'optimisme en inquiétude et en désarroi.

« Le Monde » du mercredi 29 janvier écrit :

« A l'euphorie qui avait couru le mois dernier succède brusquement une vague de pessimisme dont on trouvera des manifestations dans les secteurs les plus divers de l'opinion... »

Il est vrai qu'il s'agit d'un journal « défaitiste », mais les géné-

raux, de leur côté, considèrent que les effectifs actuels constituent un strict minimum, et qu'il faudra même très certainement faire appel à des renforts. Une voix encore plus autorisée, celle de Lacoste, parle le langage de l'inquiétude au Conseil des Ministres du 29 janvier, il dénonçait les dangers d'internationalisation et déclarait que la rébellion regagnait le terrain qu'elle avait perdu.

La politique de « pacification » a échoué. En d'autres termes, la guerre et la terreur n'ont pu avoir raison de la volonté du peuple algérien. Il ne peut y avoir de solution imposée par la force aux masses algériennes. La présence de 400.000 hommes de troupe, la répression forcée n'ont même pas pu ramener un semblant d'ordre sur l'ensemble du territoire.

Les Américains n'ont pas attendu pour tirer de cet état de choses les conclusions qui s'imposaient. Le sénateur Green, président de la Commission de Politique étrangère

(Suite page 3).

**L**E coût de la vie poursuit son ascension, cependant que les travailleurs de l'Etat et assimilés ont touché leur « augmentation » de 830 fr. à l'indice 100, de 1.660 fr. à l'indice 200, de 2.400 fr. à l'indice 300, échelles qui renferment l'immense masse des salariés de ce secteur. A l'indice 800, des directeurs, il y a eu déjà 6.700 fr., mais au sommet — échelles les-tres — 16.600 fr. !

Les syndicats, reçus à la queue-leu-leu par le chef du gouvernement se sont faits répondre, pour la n<sup>o</sup> fois — mais ils prétendent que ce rappel leur était nécessaire — que le gouvernement se refuse à tout « nouveau geste ». Sachant que la réputation hiérarchique de telles aumônes est l'objet de l'indignation croissante des travailleurs, les Gaillard, Pflimlin et Meunier ont mis en avant la possibilité d'une répartition « différente » des 74 milliards sur lesquels ils ne veulent pas revenir. Les dirigeants sentent que leur position hiérarchique intégrale est de plus en plus fragile. Elle est minée par le refus des travailleurs d'accepter la misère ou la gêne, alors qu'ils conquièrent l'aisance

(Suite page 2).

## LE M.N.A. ET LE PEUPLE FRANÇAIS

La rédaction de « LA VÉRITÉ » a reçu le n° 2 du « Bulletin d'Information du Mouvement National Algérien », daté du 30-1-1958. De ce bulletin, nous croyons indispensable d'ex-

traire pour nos lecteurs les lignes suivantes, dans lesquelles le M.N.A. précise sa position sur l'attitude du peuple français devant la guerre d'Algérie.

... Le M.N.A. ne perd pas la raison ni le sens de la mesure pour tomber dans le sectarisme hystérique des pseudo-révolutionnaires et de tous ceux qui ensanglantent l'Algérie, ni de l'évolution mondiale, cela ne veut pas dire que tous les Français ont leurs sentiments ou approuvent leur politique. Ce serait commettre une injustice et une grande erreur politique que de l'affirmer. Le peuple de France n'est pas plus colonialiste que le peuple algérien n'est anti-français. Et c'est pourquoi la France doit savoir qu'elle n'est pas pour autant détestée, en bloc, dans l'abstrait.

Il faut dire que le peuple français subit contre sa volonté le colonialisme et les guerres coloniales qu'il paye de son sang et de son travail.

Pourquoi méconnaître la vérité ? Pourquoi oublier que le peuple de France, lors des élections de janvier 1956, avait élu une majorité parlementaire sur le programme du cessez-le-feu et de la négociation avec les dirigeants nationalistes algériens ? Pourquoi oublier la position de l'ensemble du Corps enseignant français, que ce soit le Syndicat National des Instituteurs ou le Corps universitaire de France qui ne cessent de réclamer la négociation pour le cessez-le-feu et le droit pour l'Algérie à son auto-détermination ? Est-il juste d'ignorer que dans toutes les formations politiques de gauche de l'opinion française, il existe un fort courant pour la fin de cette guerre et pour l'organisation d'élections libres afin de dégager des interlocuteurs valables devant discuter avec le gouvernement français les rapports de l'Algérie avec la France ? Est-il possible aux Algériens d'oublier les écrits de tous ces publicistes, journalistes et écrivains français qui, dans les quotidiens, les périodiques et les livres, ont été d'un courage et d'une honnêteté intellectuelle indiscutables à propos de la solution

du problème algérien des tortures et du colonialisme en général ? Certains ont même subi les foudres de la répression pour avoir soutenu le peuple algérien dans sa lutte libératrice.

Il n'y a pas à mettre tous les Français dans le même sac. Et si le gouvernement français est impuissant, c'est parce qu'il y a une multitude de groupes parlementaires tiraillés par des intérêts sordides qui les rendent incapables de décisions saines.

Et pour en venir aux Eupéens d'Algérie, de quel droit les met-on dans le même clan que les Borgeaud, les Barreleau et tous les magnats de la féodalité colonialiste ? Parmi nos compatriotes chrétiens et israélites, il y a des travailleurs et des hommes qui sont loin de partager la politique colonialiste des ultras et qui aspirent sincèrement à vivre dans une Algérie libre, indépendante et fraternelle. Mais, ne disposant ni de presse, ni d'autres moyens d'expression, ils sont muselés et parfois à la merci des trublions ultras...

# Coup d'œil sur la métallurgie

**D**EPUIS que les grèves de Nantes et de Saint-Nazaire dans la métallurgie ont pris fin, au début du dernier trimestre, de 1957, il semble que la situation n'a pas évolué d'un pouce.

Du point de vue patronal, deux faits marquants : la prorogation des accords Renault signés en 1955 et les lock-outs de chez Berliet.

La prorogation de ces accords Renault a peu d'importance. Le refus démagogique de la C.F.T.C. de les signer, alors que cette organisation syndicale en fut, il y a 2 ans, la principale instigatrice, ne peut tromper grand monde.

Ne parlons pas du problème des salaires : une augmentation semestrielle de 2 % est évidemment incapable de compenser d'une manière quelconque la flambée de hausse des prix qui vient de se produire dans ces dernières semaines.

Quant aux clauses restrictives des dits accords (touchant au droit de grève, importantes tant qu'elles étaient « balancées » par un semblant d'augmentation des salaires, ou une assurance sur ceux-ci, elles deviennent sans portée dès lors que les travailleurs ont à engager la lutte devant un pouvoir d'achat qui se déprécie à une vitesse vertigineuse. Les travailleurs à qui l'on demande s'ils se sentent « engagés » par les dits accords, répondent catégoriquement : « Les accords, on s'en fout ».

Les accords Renault avaient l'ambition de régler les rapports salariés-patronat pour le plus grand bien de ce dernier ; c'était une conception à l'américaine imaginée par le brain-trust français. Mais la situation française, économique, sociale et politique, se détériore à un tel rythme qu'il n'a pas fallu plus de deux ans pour que ces accords soient inutilisables.

C'est ainsi qu'il faut apprécier le refus de signature de la part de la C.F.T.C.

Mais ce refus démontre aussi à quel point la marge de manœuvre des organisations syndicales s'amenuise.

Ne pouvant accepter ces accords, tels quels la C.F.T.C. les refuse. Ce faisant, elle ferme une des portes de la collaboration patronat-syndicat. Par là même, cela confirme pour les travailleurs le peu de valeur de ces accords.

Mais ceux-ci y voient une justification supplémentaire à la nécessité d'engager la lutte...

Et le patronat riposte. Les lock-outs de chez Berliet, puis de Saint-Etienne, de chez Morane, les me-

nares de la direction de la Thomson, ne sont pas des coups en l'air ; ils sont une manière patronale d'apprécier le rapport des forces, de juger des réactions ouvrières, d'estimer s'il est juste ou faux de continuer une politique de cadences accélérées, de licenciements dans les entreprises. A cela, il faut encore ajouter un certain nombre de jugements des tribunaux correctionnels contre des ouvriers coupables de faits de grève.

De tout ceci résulte une situation explosive dans la métallurgie. Les bas salaires, leur disparité, les cadences accélérées, l'impuissance et l'incapacité de toutes les organisations syndicales à mettre en avant des motifs d'ordre revendicatifs qui répondent à la fois aux nécessités ouvrières et aux récentes hausses des prix, tout cela joue dans le même sens.

La métallurgie est certainement l'une des corporations qui compte le plus faible pourcentage de syndiqués. Ceci crée sans doute une certaine apathie mais, d'un autre côté, met à l'ordre du jour une question essentielle : pour se battre, pour lutter pour leurs propres objectifs, pour combattre tous ensemble, LES METALLURGISTES DOIVENT EUX-MEMES S'ORGANISER.

C'est ce qui se prépare en ce moment, et cela est gros de conséquence.

D. RENARD.

**UN COMMUNIQUE DE L'U.S.T.A. DE ROUBAIX**  
Nous, responsables de différentes corporations des syndicats (U.S.T.A.) de Roubaix et environs, sommes réunis ce jour en séance extraordinaire.

Après avoir examiné les résolutions suivantes :

- 1) Protection contre la répression qui s'abat sur la classe ouvrière algérienne émigrée en France, et uniquement sur les responsables de l'U.S.T.A.
- 2) Demandons le respect des libertés syndicales.
- 3) Demandons la cessation de la guerre d'Algérie, par voie de négociation avec les représentants authentiques du peuple algérien, en vue d'aboutir à la paix.
- 4) Demandons la libération de notre camarade Ramdani Mohamed (secrétaire général de l'U.S.T.A.) détenu à Saint-Leu (département d'Oran).

Le Bureau de l'Union locale de Roubaix de l'U.S.T.A.

# Devant l'obstacle...

(Suite de la page 1)

pour leurs exploités directs et indirects (préfets, directeurs, conseillers d'Etat, généraux, etc., etc.), comme elle est utilisée par des manœuvres telles que celle offerte par la proposition d'une nouvelle distribution des mêmes insuffisants milliards (sous-entendu, distribution plus « favorable » aux petites catégories).

Les syndicats restent avec leur proposition de hiérarchisation d'une nouvelle tranche de 830 fr. — doubler la mise gouvernementale pour tous (c'est-à-dire 1.700 fr. pour le lampiste, mais 33.000 fr. aux échelles-lettres !) — proposition que les gouvernements veulent bien « reconnaître », mais non pas « payer » ! Brandissant un pareil repoussoir, les bureaucrates se refusent encore à vouloir comprendre que les travailleurs ne veulent se battre que pour eux ; qu'ils ont le sentiment que leurs aspirations — une augmentation égale pour tous de 10 à 15.000 fr., la conquête de salaires capables de répondre à l'énorme trou creusé dans leurs budgets par le coût de la vie — sont bafoués.

Entre des fédérations syndicales qui, par peur de poser le problème — évidemment dangereux pour un régime qu'elles ménagent — se stérilisent et, d'autre part, des tra-

vailleurs de la fonction publique combattus — ils l'ont prouvé le 20 décembre à Paris — mais réservés face à cette démission des syndicats, le gouvernement s'assure, pour instable qu'il soit, lui permet de développer sa politique de misère et les éléments de coercition (limitation du droit de grève) indispensables dans la perspective des combats sociaux qui mûrissent.

Participer à de nouvelles palabres dans des commissions fantômes, telles sont les seules offres gouvernementales. Compte tenu de l'opinion de la base, les syndicats hésitent à accepter cette nouvelle machine à perdre du temps. Il est démonstratif de ce désarroi, de la profondeur de l'impasse (où se sont enfermés les bureaucrates et les sauveteurs du régime) que les responsables de la plus importante organisation de la Fonction publique, la F.G.P. (F.O.) sont amenés à reposer les problèmes revendicatifs. Une des dernières décisions de son Bureau spécifie en effet :

« Propose : 1) la mise au point d'un programme immédiat ; 2) la définition des moyens nécessaires à l'action ».

Si les militants consentent, si les travailleurs de la base n'imposent pas à toutes les organisations le programme immédiat qu'ils dési-

rent (10 à 15.000 fr. égaux pour tous, suppression des abattements de zones, titularisation des auxiliaires, droit de grève, etc...), ils seront encore dotés par les « grandes organisations » de programmes négre-blanc, possédant toutes les vertus de souplesse attendues par le régime mais trahissant par là encore leurs besoins essentiels. Quant aux moyens d'action, en rapport avec la réalité des besoins, si les mêmes travailleurs intéressés ne l'exigent pas, avec force, ils n'en auront pas fini avec les grèves partielles, tournantes, d'averlissement, inefficaces et, à force, démobilisantes.

R. ARTAUD.

## LA GREVE GENERALE DES BANQUES DE JUILLET 1957

(Numéro spécial de « L'Unité Syndicale »)

Une brochure, franco de port : 80 francs.

Par 10 : 50 francs.

Par 100 : 60 francs.

Paiement au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

# KHROUCHCHEV, LIQUIDE

**D**ANS un discours prononcé le 22 janvier dernier à Minsk devant l'assemblée des travailleurs agricoles d'avant-garde de la République de Biélorussie, Khrouchtchev a proposé une mesure qui, si elle est adoptée, aura, sur l'économie soviétique, des répercussions dont il est encore impossible de prévoir toute l'ampleur.

Il s'agit de la suppression pure et simple des Stations de Machines et de Tracteurs, ou M.T.S.

Ainsi, ces organismes, que le Manuel d'Economie Politique édité sous le contrôle du Comité Central du P.C.U.S. considère encore comme la « base matérielle et technique industrielle de la production kolchozienne » et la « force déterminante du développement des kolkozhes » sont menacés d'être transformés en vulgaires ateliers de réparation. « Les relations qui se sont établies entre les stations de machines et de tracteurs et les kolkozhes » et qui « traduisent les rapports de production socialistes existant entre la classe ouvrière et la paysannerie kolchozienne » vont subir de ce fait de profondes modifications.

## RAPPEL D'UN PASSE RECENT

**P**EU après la mort de Staline, Khrouchtchev avait établi le bilan du passé stalinien dans le domaine de l'agriculture, dans un rapport sensationnel, à la séance plénière du Comité Central du 3 septembre 1953. Rompant délibérément avec les méthodes du passé, il relève alors, publiquement, toute la profondeur de la crise dans laquelle se trouve plongée l'agriculture soviétique, en termes qu'il n'est pas inutile de rappeler si l'on veut comprendre le présent.

Il dit en particulier :

« ... On constate un net décalage entre la cadence d'accroissement de notre grande industrie socialiste, de la population urbaine, du bien-être des masses laborieuses d'une part, et le niveau actuel de la production agricole d'autre part... Disons simplement que, de 1940 à 1952, la production industrielle ayant augmenté de 2, 3 fois, la production agricole globale (en prix comparables) n'a augmenté que de 10 % ».

Mais surtout « c'est en matière d'élevage que les tâches les plus urgentes nous incombent car, dans ce secteur, le retard remonte loin et, sans mesures énergiques, nous ne pourrions rapidement redresser la situation ».

Illustrant la triste situation, il signale alors qu'en 1953, le nombre de vaches était inférieur de 8,9 millions à celui de 1928, si bien qu'en Sibérie on produisait en 1913 75.000 tonnes de beurre, et en 1952, 65.000 tonnes seulement ».

## RENFORCEMENT DES M.T.S.

**L**ES mesures qu'il propose de prendre alors, pour remédier à la pénurie de produits agricoles, sont de 2 sortes : d'une part, l'intéressement personnel des kolkozhiens, d'autre part l'accroissement des attributions des M.T.S.

Ce faisant, il reste dans la ligne traditionnelle de la bureaucratie qui est de contrebalancer toujours une concession aux « normes bourgeoises de répartition » par un renforcement du contrôle de l'Etat sur l'économie.

Les dispositions prises en faveur des kolkozhiens comprennent essentiellement :

- La fin des contrats exercés par le pouvoir contre les exploitations personnelles (« parcelles ») des kolkozhiens.
- La réduction des livraisons obligatoires à l'Etat sur les produits des parcelles individuelles. Ces livraisons sont d'ailleurs complètement supprimées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1958, à la suite d'une proposition faite par Khrouchtchev au moment de la liquidation du

- groupe « antiparti », fin juin dernier.
- La diminution du taux des impôts sur les revenus personnels des kolkozhiens.
- Le relèvement des prix d'achat par l'Etat des produits agricoles au titre des livraisons obligatoires par les kolkozhes.
- La diminution des normes fixées aux kolkozhes pour ces livraisons.
- Toutes ces mesures qui se chiffraient par une augmentation notable des revenus des paysans, sont suivies d'une révision du rôle des M.T.S. Les décisions prises à leur sujet prévoient :
- La création d'un cadre de mécaniciens permanents hautement qualifiés. Plus de 2 millions d'ouvriers allaient être ainsi enrôlés dans les M.T.S.
- Le renforcement des cadres dirigeants.
- Le détachement, à titre permanent, d'agronomes de l'Etat dans chaque M.T.S. pour régler les plans de production.

Cet accroissement des attributions des M.T.S., que la résolution du Comité Central de septembre 1953 considère toujours comme « les points d'appui les plus importants grâce auxquels l'Etat socialiste assure la direction des kolkozhes », est suivi en 1955 de nouvelles décisions du Comité Central. La revue « Problèmes d'économie » n° 1 - 1955 les commente en ces termes :

« Le Plénum du C.C. estime indispensable de rendre « Le Plénum du C.C. estime indispensable de rendre les M.T.S. entièrement responsables non seulement de l'exécution par les kolkozhes des plans de production des produits agricoles, mais aussi de leur stockage. De cette façon, les M.T.S., étant les points d'appui de l'Etat dans la production kolchozienne, doivent répondre totalement de la production et du stockage des produits agricoles ».

Cette accentuation de la politique inaugurée en 1953 se ramène à la remise pure et simple de la direction effective des kolkozhes aux dirigeants des M.T.S.

## LES ARGUMENTS DE KHROUCHCHEV

**L**ES stations de machines et de tracteurs qu'il désignait hier comme les « points d'appui de l'Etat socialiste au village », Khrouchtchev les rejette aujourd'hui. Passant sous silence son échec dans ce domaine, qui est en réalité celui de la gestion bureaucratique, il a l'aplomb de les dénoncer à présent comme une survivance du passé : « Les stations de machines et de tracteurs ont joué un rôle historique dans la consolidation du jeune système socialiste de l'économie rurale... Leur vraie raison d'être remonte aux années de la collectivisation, à la période de construction des kolkozhes... Ces jeunes kolkozhes avaient besoin de s'appuyer sur une force. Cette force fut celle des M.T.S. ».

Mais maintenant, « les M.T.S. ont cessé de jouer le rôle historique qu'elles avaient dans la première étape de la construction du système kolchozien ».

D'ailleurs, leur gestion coûteuse grève à ce point l'économie des kolkozhes que leur fonctionnement n'est plus rentable.

« Pourquoi le prix des produits livrés en nature, particulièrement du blé, de la viande, de la laine, est-il plus élevé que celui des sovkozhes ? », s'écrie Khrouchtchev à Minsk. « Parce que les frais de gestion des M.T.S. sont trop élevés ».

Mais, pour suivre Khrouchtchev plus loin dans sa curieuse argumentation, il est nécessaire de revenir sur certaines notions de fonctionnement de l'économie kolchozienne. Il faut rappeler au lecteur que, si les kolkozhes vendent à l'Etat, à un prix fixé, les produits agricoles au titre des livraisons obligatoires, ils dédommagent par contre les M.T.S. en nature pour les travaux mécaniques effectués. Ce sont les stations de machines et de tracteurs

# A LA CANTINE DE L'E. D. F.

(Suite de la page 4)

cela, la cantine n'était pas augmentée.

Le 15 janvier, la C.F.T.C. diffuse un tract demandant à tous de tenir bon et de continuer à payer les repas à l'ancien tarif.

Le 20 janvier, une note est affichée : elle explique que tous les syndicats ont signé un accord avec la direction, augmentant le prix des repas de 20 à 31 %. Il est spécifié que cet accord est provisoire. Veut-on nous laisser entendre que, bientôt, afin de rendre cet accord définitif, le prix du repas sera augmenté de 50 % par rapport à fin 1957 ? ...

C'est ainsi qu'ayant battu la direction le 2 janvier 1958 en envahissant les cantines, 18 jours plus tard, autour du tapis vert, les dirigeants syndicaux se mettent avec « le patron » pour nous imposer une augmentation du prix des repas.

Je pense que cette expérience sera profitable à tous les travail-

leurs ; elle prouve que ce n'est pas en faisant confiance aux « dirigeants » syndicaux que l'on obtient satisfaction, mais que c'est en envahissant les cuisines.

Pourquoi en serait-il autrement pour obtenir l'augmentation des salaires ? Mais ce n'est pas que les cuisines qu'il nous faudra envahir...

## DEVENEZ UN DEFENSEUR DE « LA VERITE »

Nom :  
Prénom :  
Adresse :

s'engage à verser, le 1<sup>er</sup> de chaque mois, la somme de : 100 - 200 - 500 - 1.000 - 2.000 - 5.000 francs (rayer la mention inutile) pour la défense de « LA VERITE ».

# Il faut sauver Sandor RACZ

**L**A « grande presse » vient de rompre un silence de plusieurs semaines sur la Hongrie. Le bourreau Kádár vient de laisser la présidence du Conseil au vieux noceur Ferenc Münnich, fidèle agent du N.K.V.D., exécuteur de hautes œuvres en Espagne comme Geroe et le ministre de l'Intérieur de la féroce répression contre-révolutionnaire inaugurée à partir de novembre

1956 C'est un sujet qui permet de longs et ingénieux développements, un sujet véritablement « littéraire » : ce remplacement signifie-t-il pour les Hongrois « plus » ou « moins » de stalinisme ?... Lequel de ces deux pantins aux mains sanglantes est le moins maléfaisant ?... Laissons cette question sans réponse. L'un comme l'autre ne sont que des marionnettes...

Mais la même presse est remarquablement discrète, par contre, sur des informations qui ne présentent sans doute pas, à ses yeux, les mêmes possibilités d'exploitation en matière de dissertation de haute politique, mais qui montrent par contre que la Sainte-Alliance continue et que la bourgeoisie et ses valets de plume se taisent quand ce sont les ouvriers et les militants révolutionnaires que la bureaucratie massacre. La presse qui nous donne régulièrement des nouvelles du Cardinal Mindszenty, n'a pas annoncé, ces jours-ci, l'exécution du militant communiste Gabor Foeldes, le metteur en scène du théâtre de Győr, vice-président du Conseil Révolutionnaire Transdanubien (dont le président Attila Szizeti s'est donné la mort en prison).

Selon d'autres informations, on se préparait à Budapest, aujourd'hui, à juger en secret 6 jeunes travailleurs, dirigeants du Conseil Ouvrier Central de Budapest. Parmi eux, Sandor Racz, son président, et Sandor Bali, vice-président, tous les deux délégués de l'usine d'appareillage électrique Belojan. En Sandor Racz, ouvrier de 23 ans, l'âme du combat mené pendant 2 mois par le Conseil Ouvrier contre le fantoche Kadar, dans ce dirigeant d'une grève générale sans exemple dans l'histoire par sa durée, son ampleur et sa détermination, les jeunes travailleurs, les combattants de la Liberté hongrois se sont reconnus depuis la révolution. Sandor Racz est l'emblème de la Révolution Hongroise des Conseils Ouvriers.

Sandor Racz, Les démocrates, les travailleurs de tous pays peuvent sauver Sandor Racz, comme ils ont sauvé les journalistes révolutionnaires Obersovszky et Gali. De tous les côtés, dans toutes les organisations ouvrières et démocratiques doivent s'élever les voix qui empêcheront l'assassinat de Sandor Racz et de ses compagnons.

« Les ouvriers hongrois ne craignent pas la mort », a déclaré Racz à la veille de son arrestation. Mais la mort de Racz serait un coup cruel porté à la cause des travailleurs du monde entier. Il ne faut pas laisser accomplir ce crime. Il faut démasquer impitoyablement tous ceux qui, par leur silence, cherchent à s'en rendre complices.

Les bureaucrates veulent tuer

François MANUEL.

# L'échec de la « pacification »

(Suite de la page 1)

LES ULTRAS

FONT LA LOL... CADRE

du Sénat des Etats-Unis, déclarait le 27 janvier qu'en Algérie, la France prenait ses désirs pour des réalités, et que l'opinion selon laquelle une solution militaire se rapproche est une dangereuse illusion.

Cela, au moment même où l'on accordait à Jean Monnet des « facilités » que naturellement l'on n'assortissait « d'aucune condition politique ».

## INTENTIONS ET REALITES

A première vue, donc, le gouvernement français aurait tout intérêt à rechercher en Algérie un compromis qui ne lui soit pas trop défavorable. Utiliser à cette fin les bons offices du Maroc et de la Tunisie serait la solution la plus logique. Dans de nombreux cercles de la bourgeoisie, dans le ministère même, on y a songé, on y songe encore... Mais il y a loin des timides velléités aux actes, des intentions aux réalités. En coulisse, tout le monde est pour une véritable solution politique en Algérie, sur les tréteaux parlementaires, c'est à qui sera le plus « jusqu'au-boutiste ». Devant l'ampleur de la crise algérienne, les cercles dirigeants demeurent paralysés et, de ce fait, les seuls qui aient une politique cohérente à proposer et qui l'imposent, ce sont les « ultras ». Et la guerre continue...

Ainsi, plutôt que de négocier avec les représentants du peuple algérien par le truchement d'une Conférence de la Table Ronde, on a préféré « octroyer » un statut aux Algériens, méthode pourtant condamnée encore en 1956 par Guy Mollet. On fabrique à grand peine un monstre juridique, en grande partie inapplicable, qui avait nom « loi-cadre », et dont le Mouvement National Algérien pouvait déclarer « qu'il était en recul sur le statut de 1947 ». Cette loi prévoyait un découpage arbitraire, une « balkanisation » contre-nature de l'Algérie. Elle avait aussi quelques aspects « démocratiques » puisque, dans ces territoires, des Conseils territoriaux « librement » élus (et au collège unique !) pourraient gérer... toutes les questions sans importance.

Mais la loi-cadre prévoyait aussi des instances coordonnées pour toute l'Algérie, et tendait à instaurer en fait un « exécutif algérien », même en limitant au maximum ses pouvoirs. Des subtils politiciens voyaient là « l'ouverture politique rêvée ». Ce cessez-le-feu une fois obtenu, les Algériens donnaient vie aux institutions mises en place par la loi-cadre, et puis les choses suivaient leur cours, et les Algériens iraient d'abord à l'autonomie interne, puis vers l'indépendance, puisque c'était de toute façon inévitable.

Mais les « ultras » ne l'entendaient pas de cette oreille. En dépit de efforts de conciliation de ses auteurs, qui rejetaient tout ce que cette loi-cadre pouvait laisser supposer de « fédéralisme », « d'accès » à l'autonomie, la loi-cadre fut rejetée et le gouvernement Bourges-Maunoury tomba...

## L'IMPASSE

« Nous sommes dans l'impasse », admettait un ministre à l'issue du Conseil du 29 janvier que nous évoquions plus haut. Certes, car les capitulations parlementaires devant la droite et les défenseurs des colons n'enlèvent rien aux forces qui, tant dans la bourgeoisie française elle-même que dans la situation internationale, poussent à la négociation en Algérie ; mais les arrière-pensées des ministres n'empêchent pas non plus, en attendant, cette guerre de se poursuivre. Comme nous le disions, la paralysie de la bourgeoisie française, sa décomposition se traduisent par le fait que la seule politique que l'on applique, c'est celle des « jusqu'au-boutistes » de la guerre coloniale.

Cette politique, seul le mouvement ouvrier peut la remettre en question. C'est son immobilisme, dit d'abord à l'attitude de ses directions, qui donne aux colonialistes la possibilité de continuer la guerre. C'est son action, possible s'il parvient à se forger ses propres organismes de combat, sa propre direction, qui y mettra fin.

# DATEUR DES M. T. S.

qui stockent les produits ainsi livrés et les remettent à l'Etat. Pour ce dernier, le prix de revient est donc déterminé essentiellement par l'amortissement des machines et les frais de gestion des M.T.S.

Ceci dit, Khrouchtchev apporte les renseignements ci-après, qui sont d'un très grand intérêt.

« Le blé venant des kolkhozes au titre des livraisons obligatoires coûtait (en 1956) 53 roubles le quintal en moyenne, celui des livraisons en nature (par les M.T.S.) 85 roubles, alors que le prix de revient dans les sovkhozes était de 33 roubles. Le quintal de coton produit par les kolkhozes revient à l'Etat à 372 et 126 roubles ; produit par les sovkhozes, il coûte 158 roubles. La betterave sucrière venant des kolkhozes coûte 24 et 11 roubles ; elle revient à 16 roubles dans les sovkhozes. Venant des kolkhozes la viande coûte 364 et 848 roubles, et 808 dans les sovkhozes. Le lait, respectivement 97, 180 et 127 roubles. La laine achetée au titre des livraisons obligatoires coûte 2.581 roubles, 3.028 roubles pour les livraisons en nature, et 1.848 roubles dans les sovkhozes. Le prix de revient du thé dans les sovkhozes est près de 2 fois inférieur à celui des kolkhozes, et celui du raisin, plus de 2 fois.

## LES VRAIES RAISONS

**E**N réalité, toutes les réorganisations de l'économie tentées par la bureaucratie et particulièrement les mesures récentes de « normalisation » de la gestion, se sont toujours soldées par une aggravation du bureaucratisme. Le renforcement des M.T.S., entrepris en 1953, n'a pas échappé à cette règle. La remise aux cadres des M.T.S. de la direction effective des kolkhozes a eu pour résultat de doubler l'appareil des stations de machines et de tracteurs. Une partie a continué à gérer (sic) les stations, l'autre s'est constituée en vue de contrôler les kolkhozes, sans que pour autant l'appareil bureaucratique des kolkhozes ait été dissous ou seulement réduit, bien entendu. Khrouchtchev le reconnaît ouvertement à Minsk lorsqu'il déclare : « En réalité, il s'est créé (dans les M.T.S.) deux appareils de direction : un appareil de direction des kolkhozes comprenant une direction, des brigades et d'autres travailleurs et, parallèlement, un appareil de direction des M.T.S., où il y a aussi des brigades, des agronomes et d'autres spécialistes. Actuellement, il y a 2 propriétaires sur la même terre : le kolkhoze et la M.T.S. ».

Alors, on pourrait dire à Khrouchtchev : puisque la gestion des fermes d'Etat est à ce point supérieure, que le prix de revient d'un produit aussi important que le blé n'est que de 33 roubles au quintal pour les sovkhozes, alors que, pour les kolkhozes, il s'élève à 53 roubles, pourquoi ne pas étudier toute la campagne soviétique ? Etatisisme qui pourrait signifier justement la dissolution des appareils de gestion des kolkhozes, la suppression des bureaucrates des M.T.S. qui les supervisent, et la remise définitive des kolkhozes aux M.T.S., c'est-à-dire l'organisation en sovkhozes de toute l'agriculture, l'assimilation de l'agriculture à l'industrie nationalisée ?

## PRISONNIER DU VILLAGE

**C**E que Khrouchtchev ne dit pas, c'est que la gestion des sovkhozes n'est pas plus rentable que celle des kolkhozes. Si l'on voulait trouver un véritable rendement dans l'agriculture soviétique, il faudrait plutôt le chercher chez les kolkhoziens, sur leurs parcelles individuelles. N'arrivent-ils pas, à eux seuls, avec leurs petits lopins de terre, à posséder près de la moitié du bétail, et à ravitailler presque totalement les grandes villes en pommes de terre, en légumes et en fruits ?

« Les kolkhoziens d'Ukraine cultivent plus de pommes de terre que kolkhozes et sovkhozes ukrainiens réunis », écrit la très stalinienne revue française « Economic et

Politique ». Nous aurons d'ailleurs l'occasion de reparler de cet aspect important de l'économie soviétique. Bornons-nous à dire aujourd'hui que la mesure proposée par Khrouchtchev, de céder aux kolkhozes les tracteurs et les machines agricoles, est la reconnaissance de la pression qu'exerce la paysannerie sur toute l'économie soviétique, même si c'est aussi au travers de l'appareil bureaucratique kolkhoziens.

A la mort de Staline, les dirigeants avaient voulu sortir l'agriculture du marasme en faisant des concessions économiques aux paysans. Quatre ans après, Khrouchtchev avoue que ces concessions ont été si importantes qu'à la suite du relèvement du prix d'achat des produits agricoles par l'Etat, la gestion pourtant ruineuse des fermes d'Etat, a transformé les sovkhozes en entreprises rentables par comparaison avec les kolkhozes.

D'autre part, l'enflure démesurée des appareils des M.T.S. s'est soldée par d'énormes dépenses supplémentaires dont Khrouchtchev a chiffré, à Minsk, l'importance. Il ne restait qu'une solution, dans l'état actuel des relations M.T.S. - kolkhozes : rétablir la balance en réduisant aux kolkhozes plus de produits agricoles au titre de paiements en nature des M.T.S. Mais Khrouchtchev ne pouvait pas envisager une mesure aussi impopulaire parmi les paysans.

En vendant les tracteurs et les machines agricoles aux kolkhozes, il fait bien payer à ceux-ci le passif de la gestion des M.T.S., mais il ne restitue pas seulement à la bureaucratie kolkhoziennne son pouvoir passé, il lui concède un pouvoir accru par la libre disposition des engins mécanisés.

Les modifications que cette transformation importante de l'agriculture soviétique apportera au village kolkhozien ne sont pas encore connues. Khrouchtchev n'avait fait qu'annoncer l'intention de dissolution des M.T.S. Mais la réorganisation qui s'en suivra nécessairement, et principalement, la détermination nouvelle du volume des livraisons obligatoires de produits agricoles par les kolkhozes à l'Etat, ainsi que la fixation de leurs nouveaux prix, nous renseigneront sur l'ampleur des concessions que la bureaucratie s'approprie à faire à la paysannerie.

## DECISION EN SUSPENS

**L**A publication de la proposition de Khrouchtchev de vendre les M.T.S. aux kolkhozes fut précédée de la veille même, d'une intimidation en règle « Développons le marxisme-léninisme, notre Parti lutte contre ceux qui sont enragés de conservatisme, contre ceux qui sont prisonniers de formules du passé, qui ne voient pas les conditions nouvelles, la nouvelle situation contre ceux qui se racrochent aux méthodes de temps révolus », écrit la « Pravda » du 24 janvier, à l'adresse des opposants éventuels.

Depuis, le silence le plus complet s'est fait sur la proposition sensationnelle de Khrouchtchev. Même la session importante du Soviet Suprême de la R.S.F.S.R. qui se tient actuellement à Moscou n'a pas estimé devoir en parler.

Nul doute que l'initiative de Khrouchtchev rencontrera de grandes résistances jusqu'au sein même de l'équipe dirigeante. Mais il est peu vraisemblable qu'elle puisse être enterrée. L'ensemble des privilèges du régime ne manquera pas de manifester son mécontentement devant toutes ces innovations et réorganisations successives qui troubleront leur quiétude et bousculeront tous leurs petits plans d'avancement dans la carrière de bureaucrates minutieusement échauffés. Mais il ne semble pas qu'ils puissent mettre de sérieuses entraves à la politique menée par celui qui se veut être le meilleur artisan de leur survie. Même s'ils lui reprochent de semer parmi eux la confusion de Babel.

E. BOIVIN.

## BULLETIN d'abonnement

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

souscrit un abonnement de :  
1 an - 6 mois - 3 mois (1)  
et verse :  
1.200 fr. - 600 fr. - 350 fr. (1)  
au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

(1) Rayer la mention inutile.

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY  
53, r. de la Procession - Paris-XV

F. FORGUE.

# Ce que pensent les cheminots

**E**N de diverses circonstances, la presse salue le courage, le sang-froid des cheminots, mais passe sous silence leurs conditions d'existence et de travail.

La S.N.C.F. est aussi à l'honneur sur d'autres plans : records de vitesse, augmentation du trafic, marchandises et voyageurs. La productivité augmente... mais les effectifs diminuent chaque année : plus de 100.000 agents en moins depuis une dizaine d'années.

Il y a, certes, une volonté du gouvernement capitaliste de transformer le chemin de fer non pas en service public mais en un moyen de transport économique pour les trusts qui bénéficient de tarifs extrêmement bas pour le transport des matières premières qui leur sont nécessaires, comme le charbon, etc...

De plus en plus, des travaux sont confiés à des entreprises privées. La S.N.C.F. tend à vouloir garder un personnel d'exécution qui se contenterait du rôle de manoeuvre et le payer à ce prix et, d'autre part, avoir des cadres sûrs, dociles, prêts à exécuter les ordres supérieurs sans discussion.

Dans cette corporation où les travailleurs sont dispersés dans toute la France, les luttes restent très rarement au stade d'un atelier ou d'un dépôt (sinon sur une revendication tout à fait locale), elles prennent très rapidement une ampleur nationale.

Disons aussi que les cheminots font partie d'une « vieille » corporation, que la nationalisation (51 % à l'Etat, 49 % aux actionnaires) se situe en régime capitaliste et que, de ce fait, les catégories, les filières, le nombre d'échelles, d'échelons, grades... sont en nombre très important. C'est dire que le problème de la hiérarchie tient grandement sa place.

Nous commençons notre enquête parmi les « travailleurs du rail » : les trois que nous avons interrogés sont : l'un, inorganisé ; l'autre, syndiqué C.G.T. ; le troisième, syndiqué F.O., tous d'âge moyen (valable pour nombre de cheminots puisque la S.N.C.F. n'embauche que très peu depuis 12 ans).

**QUESTION.** — Est-ce que tu penses que, depuis que les syndicats siègent dans les Commissions, cela a apporté une amélioration réelle pour les petites et moyennes échelles ?

D. — Non.  
S. — Non.  
R. — Non.

**QUESTION.** — Pourquoi ?

D. — Malgré l'augmentation minime que nous avons obtenue, les prix ont augmenté de 25 à 30 % et notre augmentation n'est que de 4 %.

S. — Les résultats sont bien petits à côté de ce que nous avons demandé. Ils nous revoient encore 11 %. Et puis, la tête du syndicat se trouve achetée par le patronat. Plus ça va, moins on est bien défendu...

R. — Les délégués doivent défendre les revendications de la base et ne pas signer des accords comme les dernières fois, où les augmentations, quand on les touche, sont déjà annulées par la hausse des marchandises. Ainsi, à l'échelle 8, on est augmenté de 2.000 fr. environ, et la cantine seule a augmenté de 30 fr. par repas, donc 1.800 fr. par mois en y allant midi et soir.

**QUESTION.** — Est-ce que la hiérarchie actuelle te semble normale ?

D. — Non. Jusqu'à l'échelle 10, on est des malheureux ; au-dessus, ils peuvent s'en sortir.

S. — Non, elle n'est pas normale : les ingénieurs touchent de trop pour ce que les basses échelles touchent. Si nous touchons 10.000 fr., ils doivent être réglés à la même chose. Et puis, la part des bénéfices devrait être égale aussi bien pour l'ouvrier que pour l'ingénieur. Les bénéfices sont produits par la sueur de l'ouvrier, l'ingénieur le gagne par son savoir.

R. — On ne peut bien payer les cadres capables que lorsque la base aura le minimum vital, ce qui n'est pas le cas, loin de là.

**QUESTION.** — Est-ce que tu penses qu'il faut être syndiqué ?

D. — Oui et non. D'après moi,

il y a actuellement plusieurs syndicats. Pour la C.G.T. qui est la plus forte, le gouvernement ne veut jamais la recevoir pour discuter avec elle. Les autres fédérations, aucune n'est d'accord et elles se laissent gruger par les patrons. Dans une corporation comme la nôtre, cheminots, il devrait y avoir trois syndicats : gauche, droite, centre, et encore ! Le mieux, c'est qu'il faudrait que tous les petits fassent un seul syndicat, mais que tout le monde y vienne.

S. — Oui, ça c'est normal. Tous devraient l'être.

R. — Oui, mais il faut aller aux réunions, ne pas hésiter à dire aux « dirigeants » ce que l'on pense. S'il n'y avait qu'un seul syndicat démocratique, les gars reviendraient en masse.

**QUESTION.** — Avec une grève unique des cheminots, crois-tu que nous aurions une augmentation substantielle ?

D. — Oui, si nous sommes unis, si personne ne lâche.

S. — Il faudrait faire une grève au moment d'un grand besoin du chemin de fer. Que tous les syndicats se mettent ensemble pour faire une grève totale.

R. — Vu l'importance de la S.N.C.F., il semblerait que oui, mais en regardant les résultats des dernières grèves, les petites catégories qu'est-ce qu'elles ont ? 2.000 fr... Je suis à peu près sûr que si on s'y mettait tous ensemble, sans lâcher, on aurait un peu plus que des os.

**QUESTION.** — Quelles sont à ton avis, les revendications essentielles ?

D. — Premier point : une augmentation d'au moins 5.000 fr. par mois, un cheminot à l'échelle 10 ne devrait pas gagner moins de 45.000 fr. par mois. D'ailleurs, ces Messieurs ne peuvent se rendre compte : c'est souvent la bonne qui va aux courses, et quand le porte-monnaie est vide, on le remplit. Tandis que nous, il faut s'arranger avec nos petits salaires.

— Est-ce que tu crois qu'il faut

un plafond dans les salaires ?

— Je ne peux pas me rendre compte de ce qu'ils devraient gagner.

Deuxième point : nos 40 heures. Quand Reynaud nous a dit : « Finie la semaine des deux dimanches », c'était la guerre. Aujourd'hui, tout est rétabli et la loi des 40 heures n'est pas abolie, il faudrait y revenir. La S.N.C.F. se vante d'avoir battu tous les records en 1957 (voyageurs, marchandises). On pourrait alors avoir au moins 24 heures de détente, puisque nous n'avons pas le moyen de rouler carrosse.

Il faudrait faire la grève seulement pour ces deux revendications, au lieu de mettre ceci, cela, toute une liste, et on aurait des chances.

S. — On n'a pas assez d'argent les uns comme les autres : qu'ils nous versent les 11 % et que l'on arrête la guerre d'Algérie.

R. — Evidemment, les salaires. Je suis d'accord pour la revendication unitaire de 10.000 fr. par mois et égale pour chacun. Le retour aux 40 heures-semaine : avec les progrès techniques, c'est possible. Au lieu de licencier du personnel, on garde tout le monde et on travaille moins longtemps.

Il y a aussi autre chose : il faut trouver un moyen pour que la classe ouvrière contrôle les prix parce que les malgres augmentations que nous obtenons ne comblent qu'une petite partie des augmentations des marchandises, des transports, etc... Remarque que le régime capitaliste est ainsi, et si on veut avoir une amélioration durable de notre existence, il faut changer tout ça.

## LE TARIF DES CANTINES

A LA R.A.T.P.

**A** U mois de novembre 1957, le Comité d'Entreprise tenta d'augmenter de 20 % le prix des repas à la cantine. S'inspirant directement des volontés des travailleurs, les sections syndicales F.O. et S.A.O. firent circuler la pétition suivante que les ouvriers de Championnet signèrent massivement :

« Les sections syndicales F.O. et S.A.O. demandent aux camarades de Championnet de protester en signant cette pétition, contre l'augmentation du prix de la cantine.

Elles considèrent que, par principe, la cantine étant une œuvre sociale, son déficit doit être pris en charge par le Comité d'Entreprise.

Elles manifestent, au cas où le C.E. ne pourrait régulariser tout le déficit, leur volonté de voir solutionner ce problème par une augmentation du prix des repas pour les gros salaires, celui-ci devenant hiérarchisé, comme il l'est dans les cantines de l'E.D.F., du Gaz de France, dans les banques, etc... »

Devant cette volonté, le prix des repas ne fut pas augmenté, et la « Commission des cantines » affichait une note dans tous les réfectoires expliquant « qu'il n'avait jamais été question d'augmenter le prix des repas... » et « qu'il était regrettable que des pétitions, etc... »

A l'E.D.F. et au Gaz de France, la même opération fut tentée par le C.C.O.S. (Comité Central des Œuvres Sociales), ce Conseil est un peu l'équivalent de notre C.E. La réaction fut immédiate : dans les centrales gazières et électriques, dans les grands centres, les travailleurs, avec l'appui des délégués syndicaux de base, refusèrent de payer l'augmentation. Les « marchands de soupe » refusèrent alors de servir les repas. Les cuisines furent envahies, la distribution des repas organisée par les travailleurs eux-mêmes. Le C.C.O.S. recula. L'augmentation du prix des repas fut suspendue.

Le 15 janvier, la C.F.T.C. affichait un tract dans lequel elle demandait à tous de tenir bon et de ne pas payer les repas au nouveau tarif. Mais, le 26 janvier, tous les

# Lettre d'un employé de banque

Après avoir lu les articles parus dans notre enquête, et particulièrement celui sur les employés de banque, un travailleur de cette corporation, nous a adressé la lettre suivante :

**P**OUR moi, je trouve vraiment inadmissible l'attitude des syndicats en face de la misère ouvrière qui grandit de jour en jour. J'en suis arrivé à croire, surtout depuis le début de cette affreuse guerre d'Algérie, que les pontifes syndicaux et patronaux ont convenu, d'un commun accord, de ne rien faire les uns contre les autres. Du côté de la C.G.T. et du P.C.F., on fait de temps en temps semblant de crier à mi-voix contre la misère des travailleurs, contre les bourgeois et contre la poursuite de la guerre d'Algérie, mais, dans le même temps, on vote les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet et l'on continue à cohabiter dans un Parlement pourri avec les pires ennemis du prolétariat tout entier.

Où, les syndicats et les partis dits de gauche ont réussi ce tour de force de permettre que dure une situation qui n'a jamais été aussi critique et aussi pénible pour les exploités, malgré toute la volonté de combat de ces derniers.

Jamais le patronat et les gouvernements successifs n'auraient pu imposer tout seuls et à ce point de tels sacrifices et 19 ans de guerres continues.

La rivalité factice des syndicats et des partis dits de gauche a permis tout cela, mais nos soi-disant représentants de la classe ouvrière ont toujours été d'accord dans la coulisse pour bernier le peuple (ils sont payés pour ça !).

La C.G.T. et le P.C.F. crient à tous les échos pour réclamer L'UNITE, mais ils n'en pensent pas un mot, ne la souhaitent pas et savent fort bien que les autres compères n'en veulent à aucun prix ou font semblant de ne pas en vouloir. Cela permet cependant de faire traîner en longueur les questions en suspens, et de tenir les ouvriers en respect le plus longtemps possible en leur faisant croire que l'union des pontifes est la condition indispensable au départ de tout mouvement revendicatif.

A chaque fois qu'une lutte s'engage dans une corporation, c'est que les salariés qui ont une volonté ardente de se battre, réussissent à l'imposer, malgré des obstacles énormes, comme nous l'avons vu dans la Banque en juillet dernier.

Mais ils trouvent toujours devant eux les appareils syndicaux pour leur barrer la route.

Non contents de stopper l'action, les appareils créent la division et la lassitude avec leurs salaires hiérarchisés, leurs revendications souvent ridicules, leurs accords séparés avec les patrons et leurs divergences.

Le plus grave, c'est qu'ils empêchent l'extension des mouvements et, partant, la grève générale.

Des que, malgré eux, le feu éclate dans un secteur de l'industrie, ils l'isolent complètement.

Et comme moi, tous les ouvriers souffent de colère et ont envie de crier : « Notre patience a des limites : nous en avons assez, nous, ouvriers français, de ces prétendues querelles de boutiques de nos bons syndicaux, assez de cet immobilisme qui nous conduit à la catastrophe, assez de toute cette crasse... »

Il nous faut agir de nous-mêmes, constituer des Comités de lutte, des Conseils ouvriers et prendre en mains, en toute liberté, la défense de nos intérêts.

## Ça ne fait pas le compte !

**L'**ACCORD conclu par les syndicats et le gouvernement pour un relèvement des traitements de 3.500 fr. mensuels hiérarchisés a permis à celui-ci de couper, provisoirement, du combat des Services publics et de la Fonction Publique le corps remuant et dangereux de ceux qui détiennent les sources d'énergie.

C'est dans ce but que le gouvernement a lâché un rappel dont le petit paquet de billets de mille (15) à la base permettait de masquer l'insuffisance criante de ces 3.500 (16 %) promis, alors que le coût de la vie nous a tout repris sans délais. L'esroquerie, pour être très provisoirement masquée, est tout de même éclatante et les gars ont tout compris. En effet, les 3.500 fr. hiérarchisés qui n'apportent, pour nombre de nos collègues des basses échelles, qu'une parade inférieure au trou creusé par les prix dans leur budget, ne seront attribués réellement que sur un étalement qui reste à discuter, mais que le gouvernement voulait de 3 ans ! (fin de l'opération : 1961 !).

Un arbitre, nous en connaissons l'art, est désigné qui décidera de la grosseur des tranches d'aumône à donner pour faire patienter le prolo ! Mince de victoire qui est distribuée de plus de 200 manières différentes — selon l'échelle et selon l'ancienneté — qui n'apporte que croûtes différencées à la base et brioche au sommet ; victoire amincie sur des mois pour obtenir, au bout, un salaire de base de 22.500 fr. pour 48 heures hebdo ! D'ici à ce que ça casse de nouveau !